

**LES SOCIALISTES FRANÇAIS ET L'UNITE EUROPEENNE :
LE CHOIX DU REALISME
(DE LEON BLUM A FRANÇOIS MITTERRAND)**

par Gérard Bossuat
Professeur des Universités, chaire Jean Monnet
Université de Cergy-Pontoise

Depuis 1920 les affaires internationales ont été un élément important de la vie des socialistes. Ils durent affronter les conséquences de la Révolution bolchevique, adopter une politique sur l'Allemagne, les colonies ou l'économie internationale. Les socialistes avaient soutenu la création de la SDN et, prudemment, Aristide Briand, pour créer « une sorte de lien fédéral » entre les Etats européens. La Seconde guerre montrait qu'une organisation politique de l'Europe unie était nécessaire pour assurer la paix. Quel est leur bilan ?

Léon Blum, un internationaliste devenu européen

Dès 1941, Léon Blum réclamait la création d'un « corps international puissant et efficace », dominant les souverainetés nationales. Le Comité d'action socialiste clandestin se prononçait en 1943 pour des abandons de souveraineté par les nations européennes. Les socialistes s'orientaient alors vers *les Etats-Unis du Monde*. Le *Manifeste au Peuple de France*, à la Libération, proposait une organisation mondiale de la sécurité collective et des échanges, fondée sur des unions continentales, constituées d'unions régionales. Léon Blum crut à une nouvelle Internationale (France, Grande-Bretagne et URSS etc.) et à l'unité d'action des partis socialistes et des partis communistes. On se souvient du débat. Les socialistes voulaient construire une société internationale plus juste, plus ordonnée, avec un arbitrage international. « Le but, disait Blum, est de réduire la souveraineté [des Etats] aux limites de l'indépendance et par conséquent de transférer à la communauté internationale ou européenne toutes les portions de souveraineté qui excèdent l'indépendance ». Ou encore ceci : « pas plus que l'Europe n'est un tout, elle n'est une fin dernière, une fin en soi...C'est l'organisation pleinement efficace de la communauté internationale qui demeure la fin en soi ».

La conversion à l'unité européenne se fit en prenant conscience des solutions à apporter à la question allemande. Quel serait l'avenir de l'Etat allemand ? Comment éviter le retour d'une Allemagne dangereuse ? Les socialistes français écartaient toute annexion ou démantèlement des territoires allemands, à l'opposé de la thèse des gaullistes ou du PCF. La SFIO proposait « la nationalisation internationale » de la Ruhr et la création d'un bureau international, à pouvoir supranational. Ces thèses échouèrent sans doute parce que l'entente entre le Labour et la SFIO était insuffisante,

le Labour désirant la socialisation de la Ruhr, c'est-à-dire la gestion de la Ruhr par les syndicats allemands.

La gauche de la SFIO, conduite par Marceau Pivert, associée à Henri Frenay et Claude Bourdet, créa en février 1947 le *Mouvement pour les Etats-Unis socialistes d'Europe* (MEUSE) en vue de construire un système fédéral européen, une Europe sociale, et d'émanciper les peuples colonisés. Le Comité directeur de la SFIO décida d'adhérer au MEUSE, membre du *Mouvement Européen*, une organisation pluraliste. De ce fait le MEUSE se transforma en *Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe* (MSEUE), puis en *Gauche européenne* en 1961. Gérard Jaquet, président de la Gauche européenne, se souvient encore du rêve des militants pour des Etats-Unis socialistes d'Europe, abandonné au profit de la participation des socialistes au mouvement en faveur des Etats-Unis d'Europe.

En juin 1947, le Secrétaire d'Etat américain, George C. Marshall, demanda aux Européens de s'unir en échange d'une aide financière. En conséquence il fallait que l'Europe toute entière bâtit « un plan européen » pour profiter du prêt-bail de la Paix. En dépit de la guerre froide, Léon Blum affirma que les Français ne sauraient être « ni protégés américains, ni sujets soviétiques ». Il assigna à l'Europe occidentale de devenir une « troisième force internationale ». Cependant, là encore, il fut impossible d'amener les Travailleurs britanniques à coopérer à cette Europe fédérale, « troisième force internationale ».

Blum fut un parrain du Congrès de La Haye de mai 1948, auquel il délégua Paul Ramadier, et qui fit pression pour la création par les Etats d'un Conseil de l'Europe ; Il déclara dans un grand élan d'enthousiasme illusoire : « J'y vois, je veux y voir, un des grands recommencements de l'histoire ». Les socialistes français proposèrent au Conseil de l'Europe un projet d'unité européenne pour les peuples libres et démocratiques, face au stalinisme et aux résurgences fascistes. Leur programme portait sur la Fédération européenne des peuples libres, la participation des Allemands, l'intégration économique, une autorité politique européenne supranationale et une assemblée élue au suffrage universel direct. Avec Guy Mollet, ils voulaient une autorité politique fédérale, « dotée de fonctions limitées mais de pouvoirs réels ». Guy Mollet devint président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe en 1954 et le resta jusqu'au gouvernement qu'il dirigea en février 1956.

La petite Europe du plan Schuman, le choc des socialistes

La déclaration du 9 mai 1950 n'était pas d'origine socialiste, même si l'ambiance générale était favorable à des hautes autorités supranationales. Jamais les socialistes n'avaient envisagé une petite Europe à côté et en dehors du Conseil de l'Europe, l'enfant chéri de la SFIO. Le 10 mai 1950, le Comité directeur souhaita que la future Haute Autorité du charbon et de l'acier soit responsable devant une autorité politique européenne et Guy Mollet, ministre d'Etat chargé du Conseil de l'Europe dans le

gouvernement Pleven, obtint de Jean Monnet une assemblée démocratique pour la CECA. Devant l'échec du Conseil de l'Europe, la SFIO dut se contenter de la petite Europe des six de la CECA, la soupçonnant parfois d'être un projet démocrate-chrétien ou même une Europe vaticane. Les partis socialistes de la petite Europe des six ont déploré l'abandon du projet d'unité européenne par leurs camarades du parti travailliste britannique. La fameuse déclaration anti-fédéraliste des Travaillistes, *European Unity*, de juin 1950, ouvrit les yeux de la SFIO qui se résigna à accepter le projet Schuman de petite Europe. Si l'on raisonne plus largement en termes de doctrine, on constate que les socialistes français ont conclu qu'il était préférable de construire l'Europe, y compris celle du capitalisme européen, pour éviter que tous les pays européens ne soient submergés par le capitalisme américain. Guy Mollet a pu dire encore : « le seul cas où la prise de position des socialistes en faveur de la construction européenne risquerait de bloquer la marche au socialisme, c'est celui où ces socialistes substitueraient leur combat pour l'Europe à celui pour le socialisme »¹. La formule était élégante, et traduisait bien le risque pris. Le combat pour l'Europe n'était pas une trahison de l'idéal socialiste, mais il reportait la satisfaction de l'idéal socialiste du plan national au plan européen. Or le risque était grand de se satisfaire de la construction européenne dans un espace en voie de libéralisation et anxieux de bien-être, de consommation et donc de modèle américain et d'économie de marché. La question reste encore posée en 2010 en dépit du recentrage social fait par le gouvernement Jospin entre 1997 et 2002.

Le projet de Communauté européenne de défense (C.E.D.) du 25 octobre 1950 lancé par René Pleven et Jean Monnet fut accepté par les socialistes, en dépit de très fortes réticences de Jules Moch, alors ministre de la Défense. Les Travaillistes, comme Bevin, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, voulaient le réarmement de l'Allemagne. La signature du traité de C.E.D. en mai 1952 lança le projet d'Autorité politique européenne (APE), une structure devant laquelle la CED serait responsable. Les socialistes, fédéralistes prudents, acceptèrent, sous la double condition qu'elle reste ouverte à l'adhésion et qu'elle soit associée à la Grande-Bretagne. Le projet d'APE était tellement maximaliste qu'il effraya un socialiste éminent comme le Président de la République, Vincent Auriol, et même Guy Mollet qui dénonça cette Autorité politique européenne (APE), « à compétences théoriquement illimitées et aux pouvoirs irréels ».

Faut-il s'étonner que 53 députés socialistes aient voté contre la C.E.D. le 30 août 1954 ? La rupture de la discipline de vote sur la question européenne fit naître une ligne de partage entre fédéralistes et non fédéralistes au sein même du mouvement. Elle perdure encore. Les socialistes, là aussi, durent se résigner au réarmement allemand qu'ils dénonçaient dans le cadre de la CED en votant pour l'Union de l'Europe occidentale (UEO), dont l'Allemagne devenait membre avec l'Italie, aux côtés des fondateurs, France, Grande-Bretagne, Benelux. Quand la SFIO permit à Guy Mollet d'adhérer au

¹ Guy Mollet p. 19, « La Bataille socialiste », juin 1972.

Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe (CAEUE) de Monnet en octobre 1955, Marceau Pivert déclara au Comité directeur avec une certaine ironie : « J'ai le regret de constater que Jean Monnet a réalisé ce que l'Internationale socialiste a été incapable de faire. Je crains que cette opération empêche la réalisation d'une Europe socialiste et que nous soyons le jouet du capitalisme qui réalise sa restauration ».²

Le choix de la modernité par Guy Mollet : les traités de Rome

Quand Guy Mollet, européen convaincu, accéda au pouvoir comme Président du Conseil en février 1956, il accéléra les négociations du marché commun et d'Euratom. Il était motivé par le souci de donner du poids à l'Europe au sein de l'Alliance atlantique, par la médiation de la France. « Le Marché commun lui doit beaucoup, écrit Jean Monnet, car il a su affronter les combats nécessaires dans les moments difficiles et à ce titre, il figurera parmi les fondateurs de l'Europe »³. Monnet avait l'habitude de personnaliser ou d'oublier que derrière les responsables élus des grands partis, il y avait une organisation de militants. C'est en fait à la SFIO, à ses militants des sections et des municipalités et aux électeurs que cette reconnaissance historique devrait être adressée⁴. Tous les socialistes d'Europe occidentale étaient convaincus que l'avenir était une grande Europe, à laquelle les Britanniques participeraient, ainsi que les Européens de l'Est. Guy Mollet voulait une Europe sociale au service des travailleurs et une Europe assurant la sécurité de la France. Les négociations préservèrent l'indépendance atomique française, civile et militaire. L'échec humiliant de Suez accéléra la conclusion des traités. Guy Mollet a choisi les constructions européennes par obligation historique plus que par enthousiasme, car les socialistes percevaient avec inquiétude la construction d'une Europe des marchands. Mais Guy Mollet observa aussi : « Nous entendions mener un combat spécifiquement socialiste dans cette communauté. Nous tenons un langage de libéraux ! »⁵.

A partir du 1^{er} juin 1958, date de la constitution du gouvernement de Gaulle, les socialistes veillèrent sur les traités de Rome. A ce moment de l'histoire, les socialistes voulaient une Europe unie pour assurer la sécurité du peuple français face à l'Allemagne, - l'objectif a été atteint ! - . Pour réagir au monde communiste totalitaire, ils travaillèrent en faveur d'une Europe unie, démocratique et socialiste, au sens d'une économie volontairement harmonisée et d'une société solidaire, comme le rappelle encore Guy Mollet devant les partis socialistes de la CEE en septembre 1964⁶. Des socialistes de conviction exerçaient un rôle de premier plan dans les institutions du Marché commun et d'Euratom : Robert Marjolin, socialiste de cœur et d'esprit,

² *Cahiers et revue de l'OURS*, mars-avril 1989, Denis Lefebvre, « les socialistes français et l'Europe, (1954-1957) », p. 31, 2^e colonne.

³ Lettre de Jean Monnet à Suzanne Mollet, 28 septembre 1977, in *Cahiers et revues de l'OURS*, n° 98, « Guy Mollet et l'Europe, conférence débat sur l'Europe, Arras, le 1^{er} octobre 1977 », p. 9.

⁴ Lettre de Jean Monnet à Guy Mollet, 18 octobre 1971. p. 17, *op. cit.*

⁵ Discours de Rome, 1964, p. 14, *op. cit.*

⁶ Discours de septembre 1964, Rome, 6^e congrès des PS de la CEE in *Textes et discours, 25 ans d'action socialiste*, OURS, 1985, p. 12.

secrétaire général de l'OECE était devenu vice-président de la Commission du marché commun, Emile Noël, socialiste de toujours, proche de Guy Mollet, fut le premier Secrétaire général de la Commission européenne de 1958 à 1987.

En 1965, le Conseil national de la SFIO déclara que le Marché commun était menacé par la crise de la chaise vie, provoquée par le général de Gaulle et demanda que les traités soient respectés. La SFIO dénonça l'Europe des Etats de de Gaulle⁷. Les socialistes européens, et donc la SFIO, exigèrent, dès 1964, le vote à la majorité qualifiée au Conseil des ministres de la Communauté économique européenne pour définir des politiques communes. En fait l'arrangement de Luxembourg du 30 janvier 1966 gela ce type de vote. La SFIO recommanda chaleureusement l'adhésion de la Grande-Bretagne aux Communautés européennes, alors que le Labour Party (Royaume-Uni) s'était constamment opposé à la petite Europe de crainte qu'elle n'empiète sur la souveraineté nationale ou empêche le développement de l'Etat providence. Les Français avaient l'espoir de rééquilibrer l'Europe occidentale dans l'OTAN en s'appuyant sur une Union européenne plus large ; ils comprenaient l'intérêt économique de l'élargissement ; ils acceptaient la prise en charge des dettes en sterling de la Grande-Bretagne qui pèseraient sur la santé monétaire de l'Europe. Guy Mollet dut bientôt constater que les Britanniques s'opposaient au principe même de l'abandon partiel de souveraineté supranationale.

Le parti socialiste critiqua les dérives gaullistes au sein des Communautés européennes : le rejet hautain de la candidature de la Grande-Bretagne et la politique de la chaise vide dans les institutions européennes et le sabotage par de Gaulle de l'Euratom. En 1961 de Gaulle fit une profession de foi en faveur de « l'Europe des Etats souverains » qui s'opposait à l'Europe des peuples des socialistes⁸. Un Conseil national reprit des termes chers à Guy Mollet, prononcés déjà au Conseil de l'Europe en 1950. Il s'agissait de construire « un pouvoir politique auquel les nations européennes délèguent une partie de leur souveraineté dans des domaines précis et limités ». En 1964, Guy Mollet déplora la faible supranationalité des institutions européennes⁹. Il poussa à l'action les autres partis socialistes : « La France est provisoirement traversée par un courant de repli nationaliste : vous cinq, soyez Européens pour six »¹⁰. Son vœu n'a pas été exaucé car la création du Conseil européen, en 1974, a donné une tribune et un outil pour l'intergouvernementalité.

« L'intégration politique et économique de l'Europe » faisait partie du corpus doctrinal de la SFIO en 1964 puis de la FGDS. Le programme de François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle de 1965 était assez étonnant : « La construction de l'Europe par l'élargissement du secteur commun au plan, à la santé, à la recherche, à la

⁷ *Cahiers et revue de l'OURS*, p. 22, n° 194, conseil national du 30 octobre 1965 ?

⁸ *Cahiers et revue de l'OURS*, 188, juillet-août 1989, p. 8, le Conseil national des 19 et 20 mai 1962.

⁹ *Textes et discours, 25 ans d'action socialiste*, OURS, 1985, Guy Mollet, p. 14

¹⁰ *Idem* p. 15

monnaie ». L'Europe unie, seule, était capable d'exercer une influence dans le monde alors que grondait la guerre au Viêtnam et que le Proche-Orient s'embrasait. Emile Noël affirma qu'après 1958, « attentif à la dégradation insidieuse des institutions, mettant en garde contre les compromis dangereux et les atteintes aux principes », Guy Mollet « a été alors de ceux qui ont préservé ce qui reste de chances à l'intégration européenne »¹¹. A côté de la supranationalité, et comme un élément complémentaire indispensable, les socialistes défendirent la démocratisation de l'Europe. Guy Mollet disait en 1964 que « la démocratie interne fait chaque jour place à une organisation technocratique et l'intransigeance doctrinale ne retient pas tels de nos camarades de s'interroger sur les possibilités d'accords multilatéraux avec l'Espagne franquiste »¹².

A la veille des grandes transformations que le mouvement socialiste connut, en 1969-1971, la SFIO préconisait la fusion des exécutifs, l'élection au suffrage universel du Parlement européen, le renforcement de ses pouvoirs budgétaires, un rôle dans la nomination des responsables de la Commission européenne, l'élaboration d'une diplomatie commune. Tout a été réalisé par les traités de Maastricht en 1992 et de Lisbonne en 2005 ; de l'Europe gaulliste ne reste que le souvenir d'une Europe des Etats et le mirage d'une Europe unie souveraine. Pour la SFIO, l'intégration européenne n'était qu'une étape vers une organisation universelle gérant des parts importantes de la souveraineté des Etats. Quant au combat pour l'idéal socialiste il pouvait se faire tout autant dans le cadre européen que dans le cadre national. L'intégration européenne n'était donc pas un obstacle à la réalisation du socialisme¹³. On est frappé aussi de certaines déclarations très précises formulées par Gérard Jaquet au cours du 56^e congrès national de Suresnes, en juin 1967. L'Europe qu'il proposait comme idéal socialiste était celle d'une Europe ouverte aux travaillistes anglais, anticapitaliste, planifiée, démocratiquement appuyée par toutes les forces de gauche¹⁴. La critique du nationalisme gaulliste accentuait de telles positions politiques utopiques.

La politique européenne des socialistes français dépendait aussi de celle des autres socialistes européens bien que la SFIO ne fit pas preuve d'une grande curiosité. Or, les partis socialistes européens n'avaient pas, tous ensemble, les mêmes positions sur l'intégration : le SPD de Schumacher, dans les années 50, était contre l'intégration alors que les partis du Bénélux en étaient partisans. Le PSI s'était rallié à l'intégration au milieu des années 50. Le *Labour* s'opposa à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun au début des années 70 et c'est un socialiste, Harold Wilson, qui contesta les conditions de son adhésion aux Communautés. Les socialistes norvégiens étaient désavoués par leur opinion publique. Le PASOK grec se rallia à l'Europe seulement en 1981, mais les partis portugais et espagnol la recherchèrent dès la fin des

¹¹ « L'Européen », par Emile Noël, *Témoignages, Guy Mollet : 1905-1975*, p. 76, Fondation Guy Mollet, 1977.

¹² discours devant les P.S. de la CEE, Rome, septembre 1964, op. cit, p. 14

¹³ *La bataille socialiste*, Guy Mollet « quelques idées simples sur l'Europe », juin 1972 in *Textes et discours*, op. cit. p 18 et 19.

¹⁴ *Cahiers et Revue de l'OURS*, 201, septembre-octobre 1991, p. 3

dictatures. Des congrès communs des partis socialistes européens se tinrent régulièrement en 1957 et 1966, mais des dissensions éclatèrent à Berlin ; la réunion suivante eut lieu seulement en 1971 ! On y créa la Confédération des partis socialistes de la communauté européenne en avril 1974, de laquelle naquit en 1992 le parti des socialistes européens (PSE).

Le nouveau parti socialiste et l'Europe

La naissance de la FGDS en septembre 1965 (SFIO, Radicaux, UDSR, CIR, autres clubs, Cercles Jean-Jaurès) permit de diffuser une charte de la FGDS qui est d'une audace rare en ce qui concerne l'Europe. Qu'on en juge : la moitié du paragraphe consacré à la politique étrangère est orienté sur la construction européenne. On en parle en termes « d'intégration politique et économique », ou de « constitution d'un pouvoir européen supranational », et en termes d'extension des pouvoirs législatifs du Parlement européen et de son élection au suffrage universel. Elle présente l'objectif de créer une Europe démocrate-socialiste, fondée sur une programmation européenne en faveur des populations et un plan d'harmonisation sociale des législations en vigueur. Enfin, si l'Alliance atlantique était saluée comme une œuvre défensive, elle devait tendre à faire des Européens des partenaires égaux et prêts à coopérer avec les pays de l'Est européen¹⁵. La FGDS a donc été un moment de renforcement de l'esprit européen de la gauche française. Le programme de la FGDS du 14 juillet 1966 comportait 120 réformes. La construction de l'Europe était en bonne place. Il proposait l'élection au suffrage universel du Parlement européen, la mise en place rapide d'un exécutif commun aux différentes communautés. De nouvelles politiques communes étaient inventées dans les domaines de la santé, des communications, de la recherche scientifique, du développement régional, de l'harmonisation des planifications nationales. L'élargissement à la Grande-Bretagne et à la zone de libre-échange était souhaité¹⁶.

Après la fusion entre la Convention des institutions républicaines (CIR) et le Nouveau parti socialiste d'Alain Savary, Mitterrand devint le premier secrétaire du Parti socialiste lors du congrès historique d'Epinay du 11 au 13 juin 1971. Il proposa au PCF l'union. Dans les conditions de l'union, il y avait la poursuite de la construction européenne. Les socialistes français ont su reprendre et défendre certaines positions du parti socialiste SFIO, mais aussi tenir compte des espoirs européens de l'UDSR, des clubs, comme ceux du courant des Assises. Tous les socialistes, qu'ils se trouvent dans la SFIO ou en dehors, ne partageaient pas forcément le même point de vue sur l'Europe. Les socialistes prônaient un renforcement des politiques communes. Mais des hésitations se produisirent. Le PS appela à l'abstention pour le référendum sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun en 1972, alors que les socialistes de la SFIO y étaient très favorables. Mitterrand dut se garder à gauche. Le

¹⁵ *Cahiers et revue de l'Ours*, 194, juillet-août 1990, p. 29.

¹⁶ *Cahiers et revue de l'Ours*, 197, janvier-février 1991, le programme du 14 juillet 1966, p. 22

programme socialiste de 1972 avait une dimension européenne positive, mais il récusait le plan Werner d'Union économique et monétaire (UEM). Le Programme commun de gouvernement de la gauche développa un programme européen minimum. Le CERES de Jean-Pierre Chevènement fit de la résistance. La tempête éclata alors au PS sur l'Europe au congrès de Bagnolet, en décembre 1973, quand François Mitterrand mit en balance son poste de premier secrétaire. Face au CERES, décidé à refuser l'intégration européenne, le congrès indiqua que les socialistes avaient choisi l'intégration. La tension monétaire internationale se développait et la crise du Proche-Orient prenait une tournure explosive. Les prises de position de Mitterrand, premier secrétaire du PS, restaient très prudentes sur l'Europe en termes institutionnels, mais favorables à une Europe socialiste, ce que tout le monde imaginait peu vraisemblable. Mitterrand dut louvoyer par rapport au CERES et à l'allié-adversaire de toujours, le PCF, tous deux anti-communautaires. La nouvelle gauche n'était pas toujours favorable au Marché commun. L'arrivée du courant des Assises au PS en 1974 représentait une ambivalence sur l'Europe. Les Assises du socialisme à Paris (12-13 octobre 1974) ouvrit la porte du PS à Michel Rocard, peu favorable à la CEE, assimilée à une nursery pour le capitalisme sauvage. Pierre Guidoni avait le sentiment qu'il n'existait pas de politique européenne ferme dans le nouveau parti socialiste¹⁷. L'impression d'une SFIO plus européenne que le PS de 1971-1981 vient de l'état d'esprit différent des deux Premiers secrétaires, probablement pas de la base militante. Mollet est européen, coûte que coûte, même si une partie de la SFIO est prudente. Sa survie politique n'est pas mise en jeu par un débat sur l'Europe, car le parti n'est plus au pouvoir pendant 23 ans ! Mitterrand est européen, mais il est engagé dans un combat pour le pouvoir, d'abord au sein de son parti, puis dans la gauche et enfin dans la nation. Il doit donc passer des alliances qu'il scelle avec des anti-européens. Gilles Martinet dit ceci : « Quant à Mitterrand, tout en demeurant très européen, il avait mis une sourdine à cette partie du programme depuis le Congrès de Metz, où il s'était senti menacé par une coalition Mauroy - Rocard et où il avait eu besoin de l'appui du CERES »¹⁸. « Il est indéniable que Mitterrand était foncièrement européen. Mais, c'est aussi un pragmatique total, donc si à un certain moment, la contrainte européenne pèse trop lourd, on ne sait pas ce qui peut arriver » rappelle André Chandernagor¹⁹.

Mitterrand président,

L'arrivée au pouvoir en 1981 de François Mitterrand ne fut pas placée sous le signe de la solidarité européenne, puisque le gouvernement Mauroy décida une relance économique nationale, après avoir fait cependant des propositions de relance économique concertée dans la Communauté, fin 1981.

¹⁷ Pierre Guidoni, Salle Colbert, colloque sur le P.S. et l'Europe, 8 avril 1999.

¹⁸ Congrès de Metz, 6-8 avril 1979, la majorité est composée de Mitterrand, Defferre, Poperen, CERES (63% dont 14,5% pour le CERES) contre la minorité Mauroy-Rocard (37%) ; Entretien avec Gilles Martinet.

¹⁹ Entretien d'André Chandernagor avec Elisabeth Du Réau, 17 décembre 1998. Programme « Jean Monnet project ». Florence, Archives européennes.

Mais en mars 1983, le tournant de la rigueur budgétaire et l'appel à la solidarité européenne furent décidés. A ce moment là, dit abusivement mais symboliquement Chandernagor, Mitterrand devint vraiment européen, car il comprit que le socialisme dans un seul pays était devenu impossible, que tenter l'aventure risquait de lui faire perdre toute crédibilité à l'extérieur. C'était isoler la France et s'abandonner aux mains du PCF et de la CGT, selon Chandernagor²⁰. Raymond Barre dut convenir que Mitterrand a joué du moteur franco-allemand ; il a recherché l'achèvement du marché commun avec l'Acte unique européen ; il a lancé l'union économique et monétaire et l'union politique ; il l'a réussie avec le coup de poker du traité de Maastricht²¹. Le socialiste Mitterrand accepta une coopération approfondie dans les affaires communautaires avec le chancelier Helmut Kohl, chrétien-démocrate. L'Acte unique européen, le traité de Maastricht, l'Union économique et monétaire vinrent directement de François Mitterrand et donc des socialistes. Le Conseil européen de Fontainebleau de juin 1984, préparé par Jacques Attali, Elisabeth Guigou, Pierre Morel et Jacques Andréani fut celui de la relance européenne puisqu'il régla la question de la participation britannique au budget commun et qu'il ouvrit deux pistes importantes : celle de l'Europe des citoyens, (Comité Adonnino) et celle de l'Union européenne (comité Dooge). Si, au milieu des années quatre-vingt, il existait un consensus entre les socialistes des douze Etats membres sur l'appartenance de leur pays à la CEE, ceux-ci avaient toutefois des idées très différentes sur le type de politique que la Communauté devait mener (politique sociale et type de société) et sur les institutions européennes (fédération ou non). Confrontés à la montée du néo-libéralisme reaganien et thatchérien, les partis socialistes et sociaux-démocrates européens affirmèrent leur attachement à un modèle social européen caractérisé par une protection sociale de haut niveau et l'augmentation des revenus par le partage des gains de productivité entre tous les acteurs de la société. Mais en même temps ils furent incapables d'avoir une action concertée et de donner le sentiment d'offrir une alternative au néo-libéralisme économique et social ambiant.

Célébrant à Arras l'anniversaire du décès de Guy Mollet, des proches de l'ancien Secrétaire général du parti définissaient publiquement leurs positions sur l'Europe unie. Le socialiste belge Lucien Radoux assimilait Eurêka à Euratom. Il rappelait que les votes devaient se faire à la majorité, demandait à l'Allemagne d'être fidèle à l'Europe unie et à l'Angleterre de combler la distance avec le continent²². Les idées fermentaient au sein du PS, portées par le succès de l'Acte unique et des 300 propositions de Delors. L'Action Fédéraliste (Socialisme et Liberté), très spinelliste, se voulait résolument au service des salariés, anti néo-libérale, soucieuse de fournir « des matériaux intellectuels pour l'élaboration d'un véritable projet européen socialiste et

²⁰ Entretien avec Elisabeth Du Réau, entretiens n° 2.

²¹ *Libération*, 1^{er} septembre 1992 p. 4 et 5

²² *Cahiers et revue de l'OURS*, 10^e anniversaire du décès de Guy Mollet, actes du colloque d'Arras, 5 octobre 1985, p.20, mai-juin 1986.

fédéraliste »²³. Le secrétariat national aux affaires européennes s'est montré très attentif à faire progresser le volet social européen alors que des progrès étaient faits sur le projet économique, monétaire et politique. Il en vint même à regretter la charte sociale à 11 de Strasbourg qui n'en restait qu'aux principes et qui allait moins loin que la charte sociale du Conseil de l'Europe, déjà signée en 1971 par 12 pays de la communauté actuelle. La directive Vredeling de 1980 prévoyait le droit d'information des travailleurs dans les entreprises multinationales mais resta lettres mortes²⁴. Le PS était attentif à cinq points : le contrat de travail, la protection sociale, la représentation des salariés, la formation et la qualification, et enfin l'hétérogénéité des droits du travail de chaque pays membre. Il n'en reste pas moins que la France a été l'un des principaux initiateurs de l'Europe sociale depuis 1981, avec un texte sur le dialogue social européen et des propositions précises de passage de la règle de l'unanimité à celle de la majorité dans le domaine social, sauf dans le problème de l'harmonisation des systèmes de protection sociale²⁵

L'analyse de Pierre Guidoni, responsable national des affaires internationales du Parti socialiste témoigne néanmoins de l'obscurité du projet européen des années 1997-2000, déstabilisant pour les citoyens et pour l'avenir de l'Union²⁶. La question institutionnelle reste au premier plan des interrogations socialistes, or une Europe à 30 paraît ingouvernable. L'élargissement est en marche ; rien ne pourra l'arrêter. La question est de savoir à quel prix l'accepter, dit-il encore, sachant que l'élargissement reste la seule politique des Etats-Unis en Europe, concomitante de celle de l'élargissement de l'OTAN. Comment faire de l'Europe une grande puissance si les Etats membres consacrent au budget communautaire seulement 1,27 % du PIB dont la majeure partie est retournée à chaque Etat à hauteur de sa contribution ? Si l'euro est une bonne chose, la coordination des politiques économiques, fiscales et sociales marque le pas. On sait combien les socialistes ont été attentifs à définir ces politiques dès la négociation des traités de Rome. Enfin les socialistes sont conscients qu'en politique extérieure européenne, jamais les partenaires de la France n'accepteront de voir une faille s'ouvrir entre l'Europe et les Etats-Unis. Ce trait culturel typiquement français n'est pas partagé par nos partenaires. Outre ces questions, d'autres, plus fondamentales encore, appellent une réponse : le rapport entre Europe et nations. Quel est maintenant l'avenir de l'identité française ? Le débat de la souveraineté nationale et fédérale est posé sous la forme du concept de Fédération d'Etats-nations. Quels seraient les contours du noyau dur européen ?

Pour les socialistes, l'Europe fédérale devait servir les salariés dans une économie de croissance, respecter les diversités nationales, renforcer l'influence de l'Europe dans le

²³ Maurice Braud, in « le Dialogue social européen » 7 juin 1991, p. 3, *Cahiers et revues de l'OURS*, n° 302, novembre-décembre 1991.

²⁴ Régis de Bérenger, 8 juin 1991, « le Dialogue social européen » p. 12, *Cahiers et revues de l'OURS*, n° 302, novembre-décembre 1991.

²⁵ Denis Bonvalot, 8 juin 1991, « le Dialogue social européen », *Cahiers et revues de l'OURS*, n° 302, novembre-décembre 1991, p. 18.

²⁶ *Recherche socialiste*, n° 3, juin 1998 « questions à l'Europe », p. 3-8.

monde par une défense commune. Les craintes d'une dépossesion des souverainetés nationales dans des domaines cruciaux comme la monnaie ont rendu les socialistes prudents voire hésitants dans la construction de l'unité politique européenne. Ne faudrait-il pas retrouver l'élan européen initial ?

Les positions socialistes sur l'unité européenne ont évolué très largement. Le thème anti-capitaliste est remplacé, surtout après 1975, année du retour du CERES dans l'opposition, par celui d'une Europe du marché, tempéré par des mesures sociales rigoureuses. L'idée d'une défense européenne, d'une autonomie européenne dans des domaines comme la culture ou l'agriculture, a fait beaucoup de progrès chez les socialistes. Les socialistes, au temps de Mitterrand ont ancré la France dans une nouvelle loyauté envers les institutions européennes ; les socialistes, de Jospin à aujourd'hui, sont encore confrontés à des choix capitaux en matière d'accompagnement de la démocratisation, de lutte contre la corruption, de bonne gouvernance financière dans l'Europe orientale et méditerranéenne, d'élargissement, d'institutions, et en particulier d'institutions de gouvernance économique et financière européenne. La démographie et l'immigration sont au programme. L'idée d'une régulation financière est une idée des socialistes démocrates. Ces défis intéressent tous les citoyens. Le mouvement socialiste, un des piliers permanent de la société française, est profondément troublé par le phénomène de mondialisation. Les terres de la planification économique semblent disparaître de l'horizon idéologique ; restent celles du social, de l'éducation, de la culture, de la citoyenneté et de l'utopie politique sur lesquelles un nouveau socialisme peut se développer.